



09. Okt. 2015

08. OKT. 2015

Genève, le 7 octobre 2015

Le Conseil d'Etat

9250-2015

SBFI / SEFRI 09. OKT. 2015					
	z. K.	z. Erf.		z. K.	z. Erf.
D.R.			HES		
SV DIR			HS		
SEFO			NFI		
BYMA			IFI		
			SE		
			FES		
BER JONTIX					

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche – DEFR
Monsieur Johann N. Schneider-Ammann
Conseiller fédéral
Schwanengasse 2
3003 Berne

Concerne : Réponse du canton de Genève à la consultation sur le projet de loi fédérale sur la coopération entre la Confédération et les cantons dans l'espace suisse de formation (Loi sur la coopération dans l'espace suisse de formation, LCESF)

Monsieur le Conseiller fédéral,

Par lettre du 25 juin 2015, vous avez ouvert une large procédure de consultation sur le projet de loi cité en titre et nous vous remercions de solliciter en première ligne la position des cantons. En effet, dans le domaine de la formation, ils sont directement concernés par la coopération avec la Confédération et doivent veiller ensemble à la qualité et à la perméabilité de l'espace suisse de formation, en vertu de l'art. 61a, al. 1 de la Constitution (Cst).

Face à la nécessité de garantir et de coordonner la poursuite de projets conjoints de la Confédération et des cantons réunis sous l'égide de la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP), qui est son partenaire direct pour la coopération en matière d'éducation sur le plan national, le Conseil d'Etat genevois partage les considérations du rapport explicatif et leur réserve un accueil favorable.

Il ne doute pas de la nécessité du projet de loi sur la coopération dans l'espace suisse de formation (ci-après LCESF) puisqu'elle remplacera utilement plusieurs bases légales sur lesquelles se sont fondés jusqu'à présent la coresponsabilité et le cofinancement des deux principaux domaines de coopération :

- le monitoring de la formation, dans lequel le canton de Genève est particulièrement impliqué avec son service de recherche en éducation, et qui permet de produire le Rapport sur l'éducation en Suisse et de participer aux enquêtes internationales PISA;
- le développement d'instruments et de mesures de la qualité dans le système éducatif suisse.

Du point de vue du Conseil d'Etat, le projet soumis à consultation doit, pour l'essentiel, permettre de poursuivre cette coopération au niveau des autorités, des administrations et des institutions compétentes, en simplifiant le plus possible les procédures et en se basant sur un partenariat clair et ouvert. Notre gouvernement relève que, jusqu'à présent, elle s'est

développée de manière pragmatique et concrète à travers les organes institués depuis l'adoption des articles constitutionnels sur la formation en 2006.

La future LCESF doit ainsi constituer une base plus fiable et plus solide pour le financement conjoint des institutions directement concernées dont l'utilité et la pertinence sont reconnues telles que le *Centre suisse de recherche en éducation* (CSRE) et le *Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière* (CSFO), mais aussi l'*Institut pour l'évaluation externe des écoles du degré secondaire II* (IPES).

A cet égard, le Conseil d'Etat ne conçoit pas que la participation de la Confédération pourrait se limiter à des contributions versées « par projet » qui nécessiteraient des requêtes ponctuelles et répétées. Comme elle assume conjointement, avec les cantons, la responsabilité de veiller à la qualité et à la perméabilité de l'espace suisse de formation, la Confédération doit en effet s'associer durablement au financement de mesures permanentes. Pour le Conseil d'Etat, comme pour la CDIP, il importe en particulier que la Confédération, ainsi que les services concernés de son administration, soient bien au clair quant à l'interprétation commune qu'il faut donner à l'art. 61a, al. 2 Cst. sur lequel est fondé, à juste titre, le projet de loi que vous proposez.

Sur ce point, le canton de Genève se rallie aux doutes et à la position vigilante exprimés par le Comité de la CDIP, le 10 septembre 2015, suite aux ultimes modifications apportées sans concertation au projet de loi, qui, au lieu de mentionner les projets en cours et les institutions impliquées, prévoient en substance la forme d'une « convention de coopération » dont on ne peut évaluer à ce stade son impact réel. Quoi qu'il en soit, une telle convention, qui relèverait de la compétence du Conseil fédéral, ne devrait en aucun cas alourdir et compliquer les modalités de la coopération entre les cantons et la Confédération qui ont fait leur preuve et, au contraire, faciliter les pratiques éprouvées avec succès en matière de contrats entre les organes concernés de la Confédération et des cantons.

En conclusion, en étant convaincu qu'à la suite de la présente procédure de consultation vous saurez apporter toutes les clarifications utiles sur les points d'interprétation qui précèdent, le Conseil d'Etat ne formule pas d'objection de fond au projet sous sa forme actuelle.

En espérant que les observations qui précèdent, associées à celles de la CDIP, vous permettront de présenter une loi qui renforcera durablement la coopération entre la Confédération et les cantons dans le domaine de la formation, nous vous adressons, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

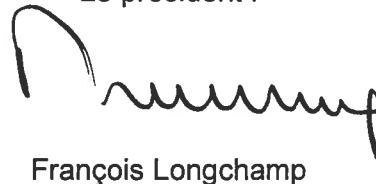
AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Anja Wyden Guelpa

Le président :



François Longchamp